

« Une démocratie sans utopie se meurt »

Interview de Vincent de Coorebyter
par Michel Bouffioux

Élections européennes, fédérales, régionales et communautaires : le 9 juin 2024, les citoyens émettront entre un et quatre votes en Belgique. Retour sur quelques enjeux de cette date importante de notre vie démocratique.

Paris Match : Pendant la campagne électorale, on débattera de beaucoup d'enjeux belgo-belges. Sans doute sont-ils très importants mais, alors que le dérèglement climatique est de plus en plus palpable, qu'un État disposant de l'arme nucléaire est en guerre, que la biodiversité est en péril, qu'on s'interroge sur l'avenir même de cette planète, ce dont discuteront nos candidats ne sera-t-il pas fort distancié des questions cruciales de notre temps ?

Vincent de Coorebyter : Cela dépendra des candidats et des partis mais, effectivement, une bonne part de la campagne portera sur des sujets qu'on peut juger bien plus immédiats : le pouvoir d'achat, l'approvisionnement en énergie, la sécurité, le système institutionnel... C'est précisément la logique de la démocratie que de permettre à tous les types de priorités de se faire entendre lors des élections, *a priori* sans hiérarchie. On peut le regretter mais, pour certains partis et certaines fractions de la société, il y a des préoccupations plus concrètes ou plus impérieuses que les grands défis que vous évoquez.

Aux enjeux que vous citez, on peut ajouter la crise du logement, surtout à Bruxelles, l'augmentation de la pauvreté qui se traduit notamment par une fréquentation accrue des banques alimentaires, le chômage de longue durée, les difficultés des familles monoparentales, le déficit de valorisation du non-marchand... Vu que les questions sociales non résolues sont de la dynamite pour les démocraties, ne devraient-elles pas être au centre de la campagne électorale ?

Effectivement. Je pensais d'ailleurs à ce type d'enjeux quand, à l'instant, je vous parlais de préoccupations concrètes ou impérieuses. À des degrés très variables selon les partis, les difficultés sociales sont évoquées dans les campagnes électorales. Toutefois,

elles ne le sont jamais avec l'intensité et la profondeur qu'elles exigent. Bien sûr, les élus savent qu'une partie de la population a décroché mais, dans le même temps, la lutte contre la précarité apparaît facilement comme un combat sectoriel et une source de nouvelles dépenses. Or parler de nouveaux impôts pendant une campagne n'est sans doute pas porteur. Sans compter les idées reçues, avec tous ceux qui, au parlement comme dans la population, jugent que les précaires sont responsables de leur situation.

Les générations les plus jeunes, surtout mais pas seulement, sont préoccupées par un possible « effondrement ». Mais Bart De Wever rêve de l'indépendance de la Flandre. « Don't Look Up », version noir-jaune-rouge ?

Version noir et jaune, dirais-je plutôt, s'agissant du nationalisme flamand. Même si elle détient le portefeuille de l'Environnement dans le gouvernement flamand, la N-VA place d'évidence l'indépendance et les intérêts économiques de la Flandre avant le souci de la planète. Tandis que l'autre parti nationaliste, le Vlaams Belang, qui est premier dans les sondages au nord du pays, est tout à fait indifférent à ce même enjeu. Je reviens donc à ma remarque liminaire sur la démocratie : en soi, toute priorité doit pouvoir être défendue. Mais j'ajoute ceci : les électeurs ont la charge et l'opportunité de faire un tri.

Mais enfin, les débats communautaires ne sont-ils pas des querelles de clocher qui détournent nos regards de l'essentiel ?

À titre personnel, j'aurais tendance à dire que oui. Même si une bonne organisation des institutions peut être un gage d'efficacité, la recherche d'autonomie pour l'autonomie n'est pas toujours bonne conseillère.

La transition écologique implique de lourds investissements, des modifications de comportements, de nouvelles taxes. On voit poindre des questions sociales, les moins fortunés pouvant vivre ce changement en cours avec le sentiment d'être laissés pour compte. Exemple caractéristique : la personne à revenus modestes qui doit vendre sa vieille voiture thermique qui ne peut plus rouler dans sa ville mais n'a pas les moyens d'en acheter une nouvelle, encore moins une électrique. N'est-il pas crucial que cette évolution de notre société vers un monde plus durable apparaisse juste et équitable pour l'ensemble de la population, afin de ne pas creuser les inégalités mais aussi pour créer un sentiment d'approbation, voire pour préserver la confiance dans la démocratie ?

La transition écologique est en effet un sérieux défi pour la démocratie. On le constate d'ailleurs dans tous les pays. Premier problème : cette évolution radicale implique de faire primer les enjeux de moyen et de long terme sur le court terme, or la vie démocratique est rythmée par le temps court des législatures et des élections. *Secundo*, en Belgique plus encore qu'ailleurs, la nécessité de réformer nos modes de production et de répartition en privilégiant l'intérêt général ou l'intérêt des plus faibles se heurte à des intérêts catégoriels puissants et bien organisés, relayés par certains partis. On l'a vu en Flandre avec la réaction très vive du monde agricole, soutenu par le CD&V, contre le projet de décret sur l'azote, une source de pollution majeure de la part des exploitations porcines. *Tertio*, la transition doit devenir un projet collectif bien compris et, comme vous le dites, elle doit être perçue par les citoyens comme équitable. Pour

l'exprimer autrement : nous avons besoin de la participation de tous pour réussir. Personne n'a intérêt à ce que, faute de moyens financiers ou de solutions convenant à leur mode de vie, des citoyens partent en guerre contre l'écologie et la ressentent comme une punition, à l'image du plan Good Move à Bruxelles. On voit bien comment les idées de décroissance et de transition se heurtent à un sentiment d'injustice : que les riches et les élus commencent par montrer l'exemple, et nous donnent les moyens de moins polluer ! Vous avez raison de le souligner, tout le monde ne peut pas se payer une voiture électrique ou isoler son logement, et les primes, bien réelles, peuvent paraître insuffisantes ou incompréhensibles.

La difficulté des membres de la coalition Vivaldi à accorder leurs violons a souvent été remarquable. On le voit encore dans le dossier de la réforme fiscale. N'y a-t-il pas là un contexte délétère pour un système belge dont la spécificité, pour ne pas dire l'atout majeur, est normalement le sens du compromis ?

On constate effectivement que, dans le monde politique belge, le sens du compromis est en déclin, avec des périodes de sursaut, depuis au moins quinze ans. Ce déclin concerne surtout le niveau fédéral, et prend des formes diverses sous l'actuelle coalition. D'abord, l'obtention des compromis demande souvent de nombreux mois, voire plus, avec des cascades de crispations et de reports, de sorte que les citoyens s'y perdent et perdent confiance. Ensuite, les compromis n'adviennent qu'au prix de renoncements, parfois majeurs. Des demandes de changement sont bloquées par une partie de la coalition, de sorte que le résultat final est loin de répondre aux attentes : par le jeu des vetos en sens divers, on en arrive à jouer petits bras, voire, dans des domaines sensibles comme la réforme fiscale, à renoncer à décider parce que le compromis s'avère impossible. On constate enfin qu'une partie du gouvernement impose sa politique à l'autre sans que cette dernière parvienne à l'équilibrer, comme c'est le cas en matière d'accueil et de logement des demandeurs d'asile.

Jusqu'où doit aller le sens du compromis ? Et, plus particulièrement, au moment des négociations qui suivent les élections ? Certains voudraient par exemple que la N-VA et le PS passent un accord. Mais mélanger le sucre et le sel, n'est-ce pas rendre la démocratie indigeste ?

Effectivement, certains mélanges peuvent choquer, apparaître comme une trahison ou un jeu de dupes. Surtout si on a annoncé, avant le scrutin, qu'on ne gouvernera jamais avec tel ou tel parti auquel, finalement, on accepte de s'associer. La crédibilité des élus est en jeu, mais aussi celle de la démocratie, si elle semble dominée par le cynisme. Donc l'alliance des opposés est néfaste, *a priori*. Mais pour éviter ce scénario, il faut écarter les partis les plus radicaux et coaliser les autres, au risque d'une sorte de centrisme permanent qui ne permet pas d'alternative franche, de respiration démocratique. Après le 9 juin 2024, on pourrait être amené à reconduire la Vivaldi pour les raisons que nous venons d'évoquer. Mais, dans ce cas, à quoi sert-il encore de voter ? La politique belge est éminemment cornélienne.

Selon vous, quel a été le plus bel exemple de compromis politique à la belge ?

Sans doute le Pacte scolaire de 1958, qui a mis fin à la seconde guerre scolaire en donnant satisfaction, globalement, aux défenseurs de l'école privée comme aux

défenseurs de l'école publique. La loi qui en est issue a d'ailleurs été votée à l'unanimité, ce qui est remarquable sur un sujet aussi clivant. Mais avec un bémol : pour satisfaire tout le monde, le pacte a accru considérablement les dépenses publiques en faveur de l'école.

Ne faut-il pas questionner la participatie à la belge, comme le font ouvertement d'ailleurs certains mandataires politiques ? La future ex-députée fédérale Catherine Fonck (Les Engagés) disait récemment : « Ceux qui décident dans ce pays aujourd'hui, ce ne sont pas les 150 députés, mais quinze personnes. À savoir le Premier ministre, les vice-Premiers et les présidents des partis qui sont dans la majorité fédérale. Il y a une espèce de concentration du pouvoir décisionnel ».

Même s'il convient de souligner que les partis sont des organisations complexes dans lesquelles des demandes et des protestations remontent vers leurs dirigeants, voire vers les ministres, le constat posé par cette députée est globalement exact. Il vaut aussi pour les Régions et les Communautés. Cela crée de grandes frustrations parmi les parlementaires, qui sont soumis à une stricte discipline de parti dans la plupart des dossiers, et les électeurs, qui ont fait confiance à un candidat spécifique et constatent que sa liberté d'agir est en réalité très réduite. Incontestablement, les présidents de parti disposent d'un pouvoir considérable en Belgique, sans que les électeurs aient personnellement voté pour eux.

On assiste à une certaine *peopolisation* de la vie politique. Surtout en Flandre, mais très récemment, un président de parti francophone s'est aussi illustré en la matière. Cette évolution n'est-elle pas de nature à influencer sur la qualité du débat démocratique ?

Heureusement, il me semble que la *peopolisation* se développe surtout pendant les périodes non électorales, et que les campagnes, elles, se déroulent de manière plus classique, en donnant plus de place aux questions de fond. Mais l'image des politiques s'est effectivement transformée, avec la complicité de la partie de l'opinion publique qui s'intéresse aux émissions et aux formes de *buzz* que vous évoquez. L'idéal serait sans doute que toute cette écume n'intéresse personne. Que Sammy Mahdi (CD&V), par exemple, ne tire aucun bénéfice de sa victoire à un concours de drag queens organisé par la télévision flamande.

Il fut un temps où l'on s'inquiétait parce que les gens lisaient moins les journaux et qu'ils s'informaient surtout via la télévision, qu'on qualifiait volontiers d'opium du peuple. Aujourd'hui, une partie considérable de la population ne regarde même plus la télé et s'informe presque exclusivement via les réseaux sociaux. En conséquence, la communication politique s'adapte aux médias dominants. N'est-il pas fondé de craindre un appauvrissement de la qualité du discours politique ?

Malheureusement, il ne s'agit plus de craindre cet appauvrissement, mais de le constater ! Les réseaux sociaux y sont pour beaucoup, avec le règne des courtes déclarations censées trancher toute une problématique, avec de la violence et des mises en cause personnelles qui s'insèrent dans les débats. Les chaînes de télévision participent

au même mouvement quand elles demandent, en interview, des réponses aussi simples que brèves, ou quand elles organisent des débats pendant lesquels chacun est invité à intervenir en une minute maximum et à ne surtout pas donner de chiffres ou d'explications qui pourraient lasser le public. Dans un nombre croissant de médias, la course à l'audience incite à un nivellement par le bas qu'on prétend compenser en demandant à l'école de former des citoyens avisés, alors que ce n'est pas forcément son rôle.

Tout en rappelant qu'elles étaient « indispensables », vous avez écrit que, parfois « il y a là de quoi désespérer des élections, qui tendent désormais à pervertir la démocratie au lieu de l'accomplir » ? Le gouvernement en (pré)campagne, ou plus justement, « en campagnes » vu ses différentes composantes, n'alimente-t-il pas la défiance à l'endroit des décideurs politiques ?

Si un gouvernement est perpétuellement en précampagne, si son action est orientée en fonction du prochain scrutin, si elle prend des accents démagogiques, cela risque en effet de susciter de la méfiance dans une partie de l'opinion. Mais d'autres citoyens jugeront, eux, que c'est positif : ils auront l'impression que l'on tient compte de leurs hantises ou de leurs attentes. Autrement dit, il ne faut pas croire que les citoyens sont toujours plus vertueux que les politiques.

Le 9 juin 2024, les Belges seront appelés aux urnes pour les élections fédérales, régionales et communautaires, et européennes. On comprend que cette concomitance facilitera l'organisation des scrutins par le Service public fédéral Intérieur. Toutefois, il y a des enjeux spécifiques à chaque niveau de pouvoir. Cette abondance de scrutins ne va-t-elle pas être source de confusion et perturber le débat démocratique ?

Oui, c'est un recul majeur que d'avoir fusionné tous les scrutins. La plupart des électeurs voteront à trois niveaux de pouvoir et quelques-uns même à quatre niveaux (les germanophones et une partie des Bruxellois). Mais la campagne sera sans doute dominée par les thèmes fédéraux, et les citoyens auront de la peine à s'informer de manière à émettre le vote le plus éclairé à chaque niveau. Les questions européennes, en particulier, pourraient être relativement sacrifiées par les médias, qui craignent la complexité des institutions de l'Union européenne. À moins que le regain de vigueur de l'Europe change la donne et que ce soient, du côté francophone, les enjeux de politique régionale ou communautaire qui restent plus discrets ? En tout cas, le citoyen-électeur risque une overdose de politique.

Les exigences d'une nouvelle réforme de l'État formulées par les nationalistes flamands seront-elles des éléments de débat évitables ?

A priori, non, ni avant ni après le scrutin. Rappelons qu'après la sixième réforme de l'État, qui a été négociée en 2011, tous les partis ont accepté une période de latence. Toutefois, une dizaine d'années plus tard, l'axe nationaliste flamand – qui englobe aussi, à certains égards, le CD&V – n'est pas prêt à attendre davantage. Et il table sur

le fait que les entités fédérées francophones ont besoin d'argent : le pari est d'obtenir de nouvelles compétences en échange d'un ballon d'oxygène financier, s'il faut en passer par là.

En d'autres termes, les nationalistes flamands pronostiquent que les francophones seront prêts à vendre les meubles de la maison Belgique parce qu'ils ne savent plus payer leur part de loyer ?

On pourrait dire cela comme ça, oui. Normalement, ce sont les francophones qui devraient demander la fin de la Belgique, car ils y sont moins puissants que les Flamands, qui imposent plus fréquemment leurs vues. Mais les francophones savent qu'une scission les priverait de moyens budgétaires indispensables pour maintenir leur niveau de protection sociale.

À votre sens, Bart De Wever se paie-t-il de mots lorsqu'il déclare : « Le dénouement de l'histoire de la N-VA est à portée de main. Au niveau fédéral, rien ne va plus. La Belgique se précipite, sans gouvernail, vers le gouffre financier. (...) Nous allons vers un changement institutionnel et rien d'autre » ?

Bart De Wever pratique la méthode Coué, et ce n'est pas la première fois. Mais tout dépendra du rapport de force au lendemain des élections. Si l'axe N-VA/VB obtient la majorité des sièges en Flandre, la pression en faveur du confédéralisme sera énorme.

Se dirige-t-on vers une nouvelle crise de 500 jours, comme en 2010-2011 ?

Je reste interloqué par le fait qu'on a presque atteint les 500 jours après les élections de 2019, alors qu'en 2019-2020, on n'a pas négocié de réforme de l'État comme c'était le cas en 2010-2011. Donc oui, le risque est grand que la formation du futur gouvernement fédéral prenne un temps considérable, s'il faut intégrer une nouvelle réforme institutionnelle dans les négociations. Et ce alors que la crise climatique et les difficultés sociales imposeraient l'urgence. Ce sera donc un moment de vérité pour la Belgique.

Peut-on espérer des politiques qu'ils soient en phase avec certaines grandes évolutions sociologiques : par exemple, le rapport au travail de la génération qui entre dans la vie active a évolué. Les jeunes veulent plus d'équilibre entre vie privée et vie professionnelle. Mais la question du partage du temps de travail patine depuis si longtemps, alors même que dans la population active le taux de *burn-out* n'a jamais été aussi important...

Sans pour autant s'y soumettre aveuglément, les responsables politiques doivent évidemment tenir compte des évolutions sociologiques. Et ils le font, dans bien des domaines, après un temps de latence plus ou moins long. Il faut le temps d'apprendre, de comprendre. Mais il faut surtout, pour que les partis agissent, que la société civile s'organise et fasse pression, ce qui se fait plus ou moins vite et efficacement selon les dossiers et les résistances qu'ils suscitent. La loi de 2017 qui élargit considérablement la possibilité, pour les personnes transgenres, de modifier la mention de leur sexe dans les actes de l'état civil a été adoptée assez facilement, sous la pression de quatre

associations de défense des droits des LGBTQIA+ et sans que ces droits nouveaux gênent grand-monde. Mais quand on parle du travail, pour prendre un tout autre exemple, on touche tout le monde : les actionnaires et les dirigeants d'entreprises peuvent, comme les élus, freiner ou s'adapter en fonction de leur intérêt. Le PS a relancé l'idée, partagée par le PTB et par Écolo, de la semaine de 32 heures sans perte de salaire, et il y a fort à parier qu'elle se heurtera à une opposition farouche du monde économique alors qu'elle va dans le sens de l'Histoire, qui a vu le temps de travail diminuer au fur et à mesure que la productivité augmente.

Dans le débat politique d'aujourd'hui, y a-t-il encore assez d'utopie ? La rigueur est une valeur incontournable pour un gestionnaire. Mais le candidat politique qui aspire à représenter et à décider ne doit-il pas aussi être capable d'enchanter, de donner de l'espoir dans un monde meilleur ? Que sont devenues les grandes revendications comme celles qui enthousiasmèrent nos aïeux ? On pense à ces travailleurs des années 1930 qui obtinrent les congés payés...

Une démocratie sans utopie se meurt, et pourrait être remplacée par un gouvernement de techniciens, voire par une intelligence artificielle. Mais les candidats aux élections n'ont pas à inventer des utopies dans leur coin, car elles risqueraient d'être coupées des réalités et de n'être soutenues par personne. Les grandes revendications collectives naissent dans la société, et je ne pense pas seulement aux intellectuels et aux artistes. Aujourd'hui, celles qui concernent le travail et la répartition des richesses peinent à fédérer parce que cela fait des décennies que notre système économique, mondialisé et financiarisé, bloque les réformes les plus audacieuses et concentre les richesses au profit d'un petit nombre, avec l'aide au moins passive de la plupart des États. Mais il y a encore de l'espoir. D'autres utopies ont fait une percée spectaculaire ces derniers temps, autour de l'égalité entre les sexes ou du sauvetage de la planète, par exemple.

Vous observez le monde politique belge depuis si longtemps : est-ce qu'on gouvernait mieux ce pays autrefois ?

« Que la République était belle sous l'Empire ! », disait l'historien Alphonse Aulard à la fin du XIX^e siècle... Méfions-nous de la nostalgie : autrefois, comme vous dites, nos dirigeants ont creusé une dette publique gigantesque, lancé des dizaines de grands travaux inutiles, financé les partis politiques de manière très discutable, gouverné entre hommes et seulement entre hommes... Mais ils avaient trois atouts qui ont pratiquement disparu, ce qui explique en partie le désenchantement actuel. Les élus flamands et francophones se connaissaient et se comprenaient encore assez bien, et étaient donc mieux armés pour négocier entre eux, malgré des intérêts divergents. Ensuite, l'idée de servir la Belgique faisait encore sens, ou en tout cas ne paraissait pas ringarde, ce qui aidait à élever le niveau d'ambition commune. Aujourd'hui, même si les journalistes politiques restent focalisés sur le gouvernement fédéral, les élus raisonnent d'abord en fonction de leur région ou de leur communauté. Enfin, et surtout, les résultats électoraux n'avaient pas le caractère erratique qu'on leur connaît depuis plus de vingt ans. Autrement dit, les grands partis traditionnels pouvaient prendre des risques sans craindre d'être relégués en deuxième division. Aujourd'hui, on entend encore dire que le PS et la N-VA sont les deux grands partis du pays, mais en 2019,

ils ont obtenu environ 26 % des voix dans leurs régions de meilleure implantation, la Wallonie ou la Flandre. Ils sont talonnés par des challengers, le PTB et le VB, et doivent préserver leur position de leader au prochain scrutin, ce qui n'incite pas à l'audace.

Qu'est-ce qui pourrait donner un coup de boost à notre démocratie ?

On pourrait jouer la carte de la participation des citoyens aux processus de décision, en leur donnant une vraie capacité à trancher eux-mêmes certaines questions. J'ajouterais cette évidence : il faut moins de calculs d'intérêt personnel et à court terme, plus de vision globale et de long terme... et cela de la part des électeurs autant que des élus ! Tout en sachant que pour une partie des électeurs, je le répète, il ne va pas de soi de se montrer désintéressé alors qu'on se débat avec des difficultés très concrètes. De nombreuses victimes des dérèglements climatiques sont conscientes du problème mais ne voient pas comment réformer leur mode de vie, ni pourquoi les plus gros pollueurs ne devraient pas faire le plus d'efforts. Ce n'est donc pas une question psychologique ou morale : il faut donner aux gens les moyens de contribuer aux changements qu'on attend d'eux.

Cet article a été publié sur : www.parismatch.be, 24 septembre 2023.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Vincent DE COOREBYTER (interviewé par Michel BOUFFIOUX), « “Une démocratie sans utopie se meurt” », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 24 septembre 2023, www.crisp.be.